EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 29 juin 2012

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 128 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Olivier AGULLO - Zaven ALEXANIAN - Christian AMIRATY - Sylvie ANDRIEUX - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Jean-Marc BENZI - Philippe BERGER - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Alexandre BIZAILLON - Olivier BLANC - Miloud BOUALEM - Valérie BOYER - Vincent BURRONI - Philippe CAMILLIERI - René CAMPIONI - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Thérèse CARDONA - Eugène CASELLI - Pascal CHAIX - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Jean-Marc CORTEGGIANI - Vincent COULOMB - Alain CROCE - Claude DAUMERGUE - Didier DAVITIAN - Jean-François DENIS - Nicole DESMATS - Pierre DJIANE - Jacqueline DURANDO - Frédéric DUTOIT - Joël DUTTO - Victor Hugo ESPINOSA - Jean-Pierre FOUQUET - Mireille FOURNERON - François FRANCESCHI - France GAMERRE - Magali GARDE - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Pascal GILLET - Jean-Pierre GIORGI - Bernard GIRAUD - Vincent GOMEZ - Michelle GUEYDAN - Albert GUIGUI - Gérard GUISSANI - Haouaria HADJ CHICK - Paul HUBAC - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Catherine JALINOT - Fabrice JULLIEN-FIORI - Evelyne KARBOVIAC - Abdelwaab LAKHDAR - Albert LAPEYRE - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Corinne LEGAL - Eric LEOTARD - Michel LO IACONO - Christophe LOPEZ - Antoine LORENZI - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Robert MALATESTA - René MALLEVILLE - Myriam MALLIA - Christophe MASSE - Henri MATTEI - Martine MATTEI - Jacqueline MAURIC - Christian MAYADOUX - Patrick MENNUCCI - Lucien MERLENGHI - Danielle MILON - Marie-Thérèse MINASSIAN - Jean MONTAGNAC - Jean-Louis MOULINS - Renaud MUSELIER - Sylvie NESPOULOUS - Marie-françoise NICOLAJ-PALLOIX - Jérôme ORGEAS - Frédéric OUNANIAN - Marie-Madeleine PANCHETTI - Benoît PAYAN - Pierre PENE - Gerard PEPE - Marie-José PEREZ - Gabriel PERNIN - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Guy PONTOUS - Tahar RAHMANI - Jean-Pierre RAVOUX - Jean-Louis RIVIERE - Jacques ROCCA SERRA - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Lionel ROYER PERREAUT - Henri RUGGERI - Myriam SALAH-EDDINE - Arlette SALVO - Philippe SAN MARCO - Pierre SEMERIVA - Christel SIMONETTI-ACHARD - Daniel SIMONPIERI - Paul SORGE - Bernard SUSINI - Maurice TALAZAC - René TAVERA - Guy TEISSIER - Lachraf TIMEZOUKHT - Jean-Louis TIXIER - Claude TORNOR - Jean-Paul ULIVIERI - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Jean VIARD - Charles VIGNY - Clément YANA - Karim ZERIBI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Michel AMBROSINO représenté par Christian MAYADOUX - Roland BLUM représenté par Marie-Louise LOTA - Jean-Louis BONAN représenté par Marie-Thérèse CARDONA - Sylvia BONIFAY représentée par Marc POGGIALE - Patrick BORE représenté par Jean-Louis TIXIER - Joëlle BOULAY représentée par Pierre SEMERIVA - Jean BRUNEL représenté par Jean-Pierre BERTRAND - Xavier CACHARD représenté par Jean-Paul ULIVIERI - Eric DI MECO représenté par Jean-Marc CORTEGGIANI - André ESSAYAN représenté par Danielle MILON - Gérard GRAUGNARD représenté par Lucien MERLENGHI - Robert HABRANT représenté par Mireille FOURNERON - Mourad KAHOUK représenté par Myriam SALAH-EDDINE - Alain LAURENS représenté par Marie-Madeleine PANCHETTI - Patrick MAGRO représenté par Abdelwaab LAKHDAR - André MOLINO représenté par Georges ROSSO - Yves MORAINÉ représenté par Laure-Agnès CARADEC - Bernard MOREL représenté par Patrick MENNUCCI - Christine ORTIZ représentée par Frédéric DUTOIT - Gilles PAGLIUCA représenté par Jacqueline MAURIC - Roland POVINELLI représenté par Michelle GUEYDAN - Jean-Pierre REPIQUET représenté par Vincent GOMEZ.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Sonia ARZANO - Jean-luc BENNAHMIA - Gérard BISMUTH - Eric DIARD - Martine GOELZER - Laurence JOUANDON - Gérard SBAGIA - Maxime TOMMASINI.

Monsieur Le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

AGER 018-424/12/CC

■ Déploiement de l'expérimentation du compostage collectif sur le territoire de Marseille Provence Métropole avec des associations d'habitants, des bailleurs ou des syndicats de copropriétés **DTD 12/8198/CC**

Monsieur le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Communauté le rapport suivant :

Depuis 2010, suite au rapport de la commission « Réduction des déchets à la source – tri sélectif », Marseille Provence Métropole, s'est engagée dans une démarche de réduction des déchets à la source. Un programme local de prévention des déchets a été signé avec l'ADEME fin 2011 avec pour objectif de réduire de 7% notre production d'ordures ménagères et assimilés en cinq ans.

Le compostage est un des projets permettant de réduire la production de déchets en proposant aux habitants de participer à cette action.

Dans ce cadre, Marseille Provence Métropole a mis en place des opérations de compostage individuel des déchets biodégradables chez l'habitant mais également une opération de compostage collectif en pied d'immeuble sur un site d'habitat collectif (Le Corbusier).

Marseille Provence Métropole souhaite étendre sur différents sites de son territoire l'expérimentation de mise à disposition de composteurs collectifs en pied d'immeubles.

Afin de faire participer les usagers à l'effort global de valorisation et de recyclage des déchets, il est proposé qu'une participation forfaitaire soit demandée aux usagers, à hauteur de cinq euros, pour mise à disposition pendant une année d'un bio seau avec transfert de propriété à l'utilisateur à l'issue de cette période.

En cas de retour de ce bio seau, avant utilisation, par l'utilisateur à Marseille Provence Métropole, la somme forfaitaire de cinq euros sera restituée.

Les composteurs quant à eux seront remis gracieusement, pour une durée d'une année, en pied d'immeubles sous réserve que le bailleur, le syndic ou l'association d'habitants s'engage en échange à réaliser certaines prestations, notamment l'obtention des autorisations nécessaires, l'information des habitants, l'évaluation de l'opération et la responsabilité de dommages pouvant être causés à des tiers. Le transfert de propriété se fera également à l'issue de la première année.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver la poursuite de l'expérimentation du compostage collectif, la mise en place d'une tarification pour le cautionnement relatif à la mise à disposition, pour une durée d'un an, d'un bio-seau et la mise à disposition à titre gracieux de composteurs en pied d'immeubles sous réserve de l'engagement du partenaire à prendre en charge certaines prestations. Les bio-seaux et les composteurs collectifs font l'objet d'un transfert de propriété à l'utilisateur à l'issue de cette période.

Pour chaque site d'expérimentation, une convention basée sur les principes définis ci-dessus déterminera les engagements de Marseille Provence Métropole et des bailleurs, syndicats de copropriétés ou association d'habitants

Monsieur le Président propose au Conseil de Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération AGER N° 013-1557/09/CC du 02 octobre 2009.

Sur le rapport du Président,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'exposé des motifs justifie la présente délibération.

Après en avoir délibéré :

Décide

Article 1 :

Est approuvé le déploiement sur différents sites du territoire Communautaire, de l'expérimentation de mise à disposition de composteurs collectifs en pied d'immeubles.

Article 2 :

Est approuvée la mise en place d'un bio seau, par foyer volontaire, pour une durée d'un an en contrepartie d'une somme forfaitaire de cinq euros. Le transfert de propriété de ce matériel vers l'utilisateur sera effectif à l'issue de cette période.

En cas de retour du bio seau avant utilisation, cette somme sera restituée.

Article 3 :

Est approuvée la mise en place à titre gracieux, pour une durée d'un an, de composteurs en pied d'immeubles, les bailleurs, syndicats de copropriétés ou associations d'habitants.

Article 4 :

Les recettes sont inscrites au budget de la Communauté Urbaine : Fonction 812 - G130 – Nature : 7078.
Les dépenses seront inscrites au budget de la Communauté Urbaine : Fonction 812 – G 130 – Nature : 678.

Pour Présentation,
La Présidente Déléguée de la Commission
Une Agglomération éco-responsable

Martine VASSAL

Certifié Conforme,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI